



HAL
open science

Proudhon et le socialisme dans les journaux républicains de 1848

Samuel Hayat

► **To cite this version:**

Samuel Hayat. Proudhon et le socialisme dans les journaux républicains de 1848. Proudhon et la presse. Actes du Colloque du 14 janvier 2006, 2006. hal-01444407

HAL Id: hal-01444407

<https://hal.science/hal-01444407>

Submitted on 18 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Proudhon et le socialisme dans les journaux républicains de 1848

Samuel Hayat

Publié dans *Proudhon et la presse. Actes du Colloque de la Société P.-J. Proudhon, Paris, 14 janvier 2006. Archives proudhoniennes, 2006, p. 81-98*

J'aimerais relier cette intervention à notre propos lors de la dernière journée d'études de la société Proudhon. Celle-ci portait sur un sujet de première importance : les relations entre Proudhon et la République. Nous avons alors principalement approché cette question par l'étude des écrits de Proudhon. Il me semble que la séance d'aujourd'hui est une bonne occasion pour considérer la pensée de Proudhon d'un autre point de vue, plus interactionniste, en s'intéressant à sa réception par les journaux républicains de son époque. Pour être plus précis, j'aimerais m'intéresser au discours public des républicains sur Proudhon au moment ils sont effectivement au pouvoir, c'est-à-dire en 1848. Or le journalisme est alors un moyen privilégié de création et de diffusion de la pensée républicaine : à la veille de la révolution de février 1848, les républicains « authentiques »¹ ne sont pas organisés en partis politiques ni en associations, mais autour de deux journaux quotidiens : le *National* et la *Réforme*.

Le National est un quotidien fondé par Armand Carrel, avec Thiers et Mignet, juste avant la révolution de 1830. Journal polémique et railleur, c'est l'adversaire principal du régime de Juillet, qui l'accable de procès. Néanmoins, il est républicain modéré, libéral bien plus que socialiste, d'un libéralisme à la fois économique et politique (il demande par exemple la reconnaissance du droit de coalition et d'association, notamment pour les ouvriers). Lorsque la révolution de 1848 éclate, il est dirigé par Armand Marrast, républicain de longue date. L'autre journal qui nous intéresse est *La Réforme*, créé en 1843 par Godefroy Cavaignac ; c'est « l'aile gauche » du camp républicain, et son opposition à la monarchie de

¹ Pour savoir qui sont les « vrais républicains » en 1848, on peut suivre plusieurs méthodes, par exemple se demander quelles personnes, avant 1848, luttèrent explicitement pour l'instauration de la République ; en 1848, se proclamaient et étaient unanimement reconnues comme républicaines ; et enfin après 1848, étaient présentées par les historiens comme républicaines. Un groupe se dégage de la mise en rapport de ces trois dimensions : ceux parmi les « républicains de la veille » qui soutiennent sans ambiguïté le Gouvernement provisoire puis la Commission exécutive de février à juin 1848. D'autres groupes, notamment les socialistes (dont Proudhon) et les membres de sociétés secrètes puis de clubs révolutionnaires, peuvent être classés dans le camp républicain, mais leur réticence face à des institutions perçues comme centrales par le gouvernement républicain d'alors (et par nous-mêmes aujourd'hui), par exemple le suffrage universel, rend leur adhésion moins univoque.

Louis-Philippe est encore plus radicale que celle du *National*. Il refuse notamment toute alliance avec l'opposition dynastique¹, et est ouvert au socialisme et à ses thèmes : le droit au travail, l'organisation du travail etc. C'est un journal au style plus théoricien et plus ampoulé. En février 1848 Flocon en est le rédacteur en chef. Ces deux journaux orchestrent, en lien étroit avec l'opposition parlementaire, la campagne des banquets qui débouche sur les journées révolutionnaires de février ; ils participent à la formation du gouvernement provisoire et imposent leurs rédacteurs en chef (Marrast et Flocon) comme secrétaires de ce gouvernement ; et ils sont les soutiens les plus indéfectibles de la République contre la réaction jusqu'à l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1848, après quoi ils passent sans ambiguïté dans l'opposition.

Je vais donc essayer de construire mon interrogation en analysant la manière dont ces deux journaux, qui incarnent alors le républicanisme et dont le personnel participe activement à la Seconde République, perçoivent et présentent le socialisme en général, et le socialisme proudhonien en particulier. Il s'agit de comprendre les relations entre Proudhon et la presse républicaine, lorsque la République n'est pas qu'une idée, mais une pratique de pouvoir et une manière d'organiser l'Etat. Je me concentrerai pour cela sur la période authentiquement républicaine de la Seconde République, de février à décembre 1848, l'élection de Louis Bonaparte à la présidence de la République en décembre modifiant profondément la donne politique. Je distinguerai trois moments : la relative bienveillance des journaux républicains à l'égard du socialisme, de février à juin ; l'ambivalence de leurs réactions lorsque la question du socialisme est posée à la République, par l'insurrection de juin puis par le discours de Proudhon le 31 juillet à l'Assemblée Nationale ; la séparation entre deux courants républicains sur la question du socialisme entre août et décembre 48.

I. De février à juin 1848, le temps de la bienveillance conditionnelle.

La campagne des banquets, organisée par les journaux et parlementaires républicains, aboutit au renversement de la monarchie et à l'instauration inattendue de la République. C'est un moment constituant pour l'identité socialiste, qui se cristallise par une interprétation particulière de la révolution : contre les républicains de gouvernement, pour qui la révolution est avant tout un changement politique, les socialistes de 1848 se regroupent autour de l'idée

¹ Les parlementaires de la monarchie de Juillet qui étaient opposés au gouvernement de Guizot sans pour autant demander un changement de régime.

que Février doit déboucher sur une révolution sociale. Pour les premiers, la République est instituée et doit légiférer et gouverner ; pour les socialistes, la révolution continue dans les clubs, la rue, la presse. C'est sur fond de cette dissension et de ses conséquences que le discours des journaux républicains sur le socialisme se construit.

A. Les journaux républicains et le mouvement révolutionnaire.

La participation des rédacteurs en chef de la *Réforme* et du *National* au gouvernement provisoire renforce la tendance de ces journaux à être des soutiens indéfectibles du nouveau régime. Les premiers ennemis de celui-ci sont avant tout ceux qui refusent le changement révolutionnaire plutôt que ceux qui veulent l'approfondir. Dans un premier temps, c'est donc contre les ennemis « de droite » de la République que les journaux républicains luttent : les « républicains du lendemain » dont la conversion soudaine à la République dissimule mal les convictions, puis les élus réactionnaires de l'Assemblée Nationale élue le 23 avril. Mais cet attachement sincère à l'idée républicaine s'accompagne d'un fétichisme legaliste et d'un préjugé gouvernemental qui éloigne ces journaux du mouvement populaire et des socialistes révolutionnaires, pour qui la lutte contre la réaction doit se faire par la rue, et non par le piège des urnes.

Lorsque les socialistes des clubs, Blanqui en tête, demandent le report des élections, prévoyant qu'une Assemblée rurale réactionnaire en sortira, le *National* et la *Réforme* s'y opposent fermement, quoique pour des raisons différentes. Pour le *National*, un tel report est une attaque aux principes républicains eux-mêmes : « Ce projet, nous le repoussons en principe, comme une atteinte à la souveraineté du peuple » (*National*, 17 mars). L'opposition de la *Réforme* est plus modérée ; selon ce journal, la demande des socialistes relève d'un manque de confiance dans les lumières du peuple plutôt que d'une trahison : « Ayons foi dans la Révolution, notre mère, et courons aux urnes[...]! L'instinct populaire est admirable de divination et l'énergie, quand il s'éveille sous un grand orage de liberté. Ne laissons point tomber les saintes ardeurs de ce puissant réveil, et plaçons notre urne derrière les barricades ! Soyons révolutionnaires ! » (*Réforme*, 18 mars)

On peut voir la même divergence à l'œuvre dans l'analyse des manifestations du 17 mars, du 16 avril et du 15 mai, tentatives de plus en plus radicales du mouvement populaire d'arrêter de force le tournant réactionnaire pris par le gouvernement républicain¹. Les

¹ On peut trouver chez Proudhon une excellente analyse de ce mouvement, dans les *Confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février*.

objections de la *Réforme* ne portent pas sur le fond mais la forme : par ses démonstrations de force, le mouvement révolutionnaire donne plus de poids aux discours réactionnaires qui présentent le socialisme comme l'ennemi principal de l'ordre. Le *National* est pour sa part très critique par principe vis-à-vis des manifestations de rue, cette attitude se transformant en hostilité ouverte contre ce qu'il appelle l'anarchie après l'invasion de l'Assemblée Nationale par les manifestants le 15 mai : « La souveraineté du peuple a été violée dans la personne de ses représentants. C'est un crime, oui, disons-le bien haut, un crime de lèse-majesté nationale, car si la nation n'est pas dans ceux qu'elle a élus par le suffrage universel, où sera-t-elle donc ? » (*National*, 15 mai) Ce qui est pour la *Réforme* une erreur tactique (c'est d'une certaine manière aussi le point de vue de Proudhon) est pour le *National* une attaque contre la République elle-même.

B. Premiers positionnements vis-à-vis du socialisme.

Ces réactions à l'évolution du mouvement de revendication populaire s'accompagnent de premiers jugements portés sur le socialisme comme doctrine. Malgré la diversité des positions, une attitude générale se dégage : le socialisme comme réflexion théorique est salubre ; comme visée pratique, il est extrêmement dangereux. Le *National* comme *La Réforme* font paraître des articles qui traitent des relations entre le socialisme et la République. A première vue, il s'agit d'articles d'éloges et de ralliement. Ainsi *La Réforme* publie le 16 mai « Comment les républicains sont socialistes », et le 27 mai, *Le National* déclare « nous sommes socialistes, et nous ne sommes pas communistes ». Mais si l'on regarde plus précisément le contenu des textes, on peut voir que coexistent deux discours dont l'entrelacement forme une figure fondamentale de l'intégration ambiguë du socialisme par les républicains. Je m'appuie ici sur l'article de la *Réforme* du 16 mai, et un autre du *National*, daté du 17 avril¹.

La Réforme : « La République et le socialisme sont une seule et même chose, en ce sens que la République se prêtera à toutes les expérimentations [...] Nous ne sommes donc d'aucune secte ; mais nous voyons dans toutes des hommes généreux qui poursuivent un noble but, et nous ne cesserons de réclamer pour eux tolérance et protection. » La République ne reconnaît aucune secte socialiste mais les protège toutes : lorsque le socialisme est de

¹ Les dates sont évidemment fondamentales : le 16 avril une manifestation des ouvriers parisiens tourne court, et les communistes sont hués ; le 15 mai une manifestation socialiste en faveur de la Pologne tourne à l'invasion de l'Assemblée nationale. Les prises de position des républicains de gouvernement doivent être comprises dans leur intention plus que dans leur lettre : il faut faire taire un mouvement subversif, en le disant tout à la fois inutile et dangereux (trait classique de la rhétorique réactionnaire).

l'ordre de la recherche sociale et économique, la bienveillance est de mise. En effet, le but des socialistes d'alors (l'abolition du salariat et son remplacement par la libre association) est tout à fait accepté par les républicains, qu'ils soient du *National* ou de la *Réforme*¹. Mais l'article se poursuit par une condamnation sans appel du socialisme, de la révolution sociale, comme principe politique, c'est-à-dire prétendant s'ériger en valeur centrale du régime (plutôt que l'universalisme républicain) et guider l'action de l'Etat : « De projets sérieux, élaborés, point ; et il est bien entendu qu'il n'est jamais question ni de la dignité du citoyen, ni de ses droits politiques, ni de ses intérêts moraux ; les intérêts matériels sont tout. [...] L'école démocratique n'a pas besoin, Dieu merci, que des réformateurs de circonstances lui viennent en aide. » Ces attaques ne sont pas *ad hominem*², mais on peut reconnaître la pensée de Proudhon, pour qui la révolution sociale prime la révolution politique.

On peut faire la comparaison avec le *National*, critiquant l'inspiration socialiste du mouvement du 16 avril : « Des doctrines plus ou moins discordantes étaient descendues dans la rue, et, au lieu de se renfermer dans la discussion par les livres, par les journaux, par les clubs, elles avaient prétendu exercer une pression sur le gouvernement provisoire, et en modifier par l'intimidation, soit la marche, soit la composition. [...] Les choses ont été remises à leur véritable place : les doctrines et les théories renvoyées aux chaires de toute espèce qui leur sont ouvertes, l'ordre et la paix maintenus dans la rue. Vous sortez complètement de votre rôle, théoriciens attachés à des sectes fort diverses, quand vous essayez de l'emporter par la violence [...]. Vous avez à persuader, non à contraindre [...]. L'expression, la prédication des doctrines sont sans entraves, c'est la concurrence entre les idées poussée au dernier degré. La victoire appartiendra à la meilleure ; et aussi ne voulons-nous à aucun prix que cette concurrence soit abolie. Discuter est votre devoir, comme le nôtre. [...] C'est justement pour discuter ainsi et préparer l'avenir, que nous sommes en république. Sous cette forme de gouvernement, la discussion est la grande loi imposée à toutes les doctrines. [...] Malheureusement, aux théories socialistes se joignent souvent des passions anarchiques qui se manifestent par la violence du langage et par le désir de ne rien laisser se

¹ C'est un trait de la pensée républicaine aujourd'hui oublié, mais tous les républicains sincères se rallient à cet objectif avant juin 1848, même le *National*, aile droite du camp républicain, qui publie régulièrement des professions de foi socialistes : « nous pensons que les travailleurs cesseront tôt ou tard d'être salariés, et seront tout à la fois ouvriers et maîtres. Nous pensons enfin que l'association est la voie qui doit les conduire à ce but » (16 avril). « Nous pensons que l'association doit remplacer le système du salaire » (30 avril). Pour autant les moyens que les socialistes proposent pour transformer la société, ainsi que l'antagonisme entre travail et capital, sont clairement refusés.

² Elles le sont rarement ; le socialisme est souvent traité dans son ensemble, sans référence à tel ou tel penseur, sauf lors des polémiques précises ou lorsque la cible occupe une position politique instituée (Louis Blanc, et après les élections partielles de juin Leroux et Proudhon).

consolider. » On retrouve le même type d'argument : la République accepte toutes les idées, dont les théories socialistes ; mais l'aspect politique du socialisme, sa prétention à primer sur la légalité républicaine, est factieuse. Or si la pensée socialiste n'a pas encore affronté de front la question des effets de domination de classe inhérents au primat de la délibération éclairée, on sent bien chez Blanqui, Proudhon ou d'autres l'intuition que quelque chose dans le socialisme excède les possibilités d'avènement par la simple discussion ouverte. On ne peut résoudre la question sociale par une confrontation entre opinions ; il faut une insurrection, ou l'organisation de la lutte des classes, ou encore la mise en place d'un système économique concret en dehors de l'action de l'Etat, options refusées par les penseurs républicains d'alors, pour qui la République ne se divise pas.

Ainsi, pour les républicains progressistes¹ de l'époque, le socialisme n'a pas de lieu politique, il est à la fois consubstantiel à la République (qui autorise la libre pensée) et étranger à elle, car il prétend s'élever au-dessus de son cadre et se fonder sur l'antagonisme entre le travail et le capital.

C. Proudhon et le projet de Banque d'Echange.

Qu'en est-il alors de Proudhon, durant ces premiers mois de République ? Etrangement, je n'ai pas trouvé une seule ligne sur lui dans la *Réforme* ni le *National* avant juin. C'est d'autant plus étonnant que l'on sait que Proudhon est très actif durant cette période : il fonde le *Représentant du Peuple*, publie la *Solution du problème social*, écrit des articles d'une grande virulence contre le Gouvernement Provisoire... Proudhon est alors tout à fait connu des publicistes, mais il faut attendre la polémique sur le projet de Banque d'échange pour que ses théories soient discutées dans la grande presse (en l'occurrence le *National* et la *Presse*).

On connaît le projet de Proudhon et son principe : ni organisation du travail par l'Etat ni capitalisme, mais un système de crédit gratuit fondé sur une garantie réciproque sans fonds propre, c'est-à-dire sans capital ; seul le travail et ses produits sont utilisés pour garantir le crédit. La réception du projet permet de mettre en lumière l'ambiguïté de la bienveillance républicaine envers le socialisme. La polémique la plus intéressante a lieu avec le *National*. Les échanges sont très denses entre ce journal et Proudhon : ils commencent par un article du *National* le 1^{er} juin, auquel Proudhon répond le 2 ; le lendemain le *National* réagit, puis le 5

¹ J'utilise le terme « progressistes » pour signifier le fait que ces républicains ne considèrent pas le système social dans lequel ils vivent comme une forme achevée, mais au contraire comme nécessitant une action politique de réforme. A l'opposé, « conservateur » indique que l'accent est mis sur la nécessité de ne pas intervenir pour modifier la société.

juin Proudhon relance la discussion par un joli coup : il publie une liste d'adhésions à la Banque d'échange dont le *National* fait partie, bien évidemment sans son consentement. Le *National* dénonce cette adhésion forcée le 9 juin, Proudhon répond le 10, le *National* le 16, Proudhon le 18, et enfin le *National* (et les événements) clôt la discussion le 22. C'est à ma connaissance l'échange public le plus vif et le plus long entre un journal républicain et un auteur socialiste depuis Février ; et pendant la polémique Proudhon est élu représentant du peuple à l'Assemblée.

Ce n'est pas le lieu pour donner un compte rendu précis des échanges, mais il faut noter un certain nombre de points. Tout d'abord le jeu de dupes qui permet à Proudhon et au *National* de créer au départ un faux accord, un consensus de façade. De son côté Proudhon présente la garantie du cours sur le travail, et non sur le capital, comme un point de détail, et les objections du *National* comme le résultat d'un simple problème. De son côté le *National* assure que si Proudhon consentait à modifier le système de garantie, alors il n'y aurait plus de réelle dissension. Les deux parties essaient donc de présenter un désaccord de fond comme une simple incompréhension ; il faut rapprocher cette conduite de la volonté des républicains de présenter, avant l'insurrection de juin, les socialistes comme de simples théoriciens sociaux, avec lesquels la République peut s'accommoder, puisqu'elle est ouverte à tous les opinions. Dans les deux cas, un désaccord d'interprétation sur les bornes mêmes du politique, sur les déterminations sociales les plus profondes sur lesquelles on peut et doit agir, est présenté comme un simple débat théorique, voire un problème de vocabulaire que la fraternité républicaine rend facilement dépassable. On peut voir à l'œuvre, dans la polémique entre Proudhon et le *National*, le passage de cette perception comme problème de langue, à la perception nouvelle, actualisée à mesure que le mouvement socialiste se fait plus violent : une rupture profonde dans la communauté des citoyens sur la question du travail – sa fonction, sa place, les modalités de son organisation. Les derniers échanges ne portent d'ailleurs plus sur le projet de Banque d'échange lui-même, mais sur ce principe central du socialisme proudhonien (puis marxiste) : « Travailler, c'est produire de rien. »¹

Un autre aspect de ce débat me semble devoir être commenté : la façon dont le *National* qualifie les positions de Proudhon, et dont il construit les lieux mentaux de l'opposition entre socialisme et République. Le paradigme utilisé a été maintenu jusqu'aujourd'hui dans la rhétorique républicaine : il s'agit de l'antinomie

¹ Il ne faudrait pas remplacer une illusion par une autre : les socialistes de l'époque n'interprètent pas le désaccord comme une opposition métaphysique, pas plus que comme une question de vocabulaire. Penser que le travail est seul créateur de richesse a des visées politiques qui priment sur le postulat scientifique (si tant est qu'on puisse séparer de manière valide les croyances scientifiques des croyances politiques).

imagination/réalisme. C'est une constante du discours du journal républicain : aux « chimères » (1^{er} juin, 16 juin, 22 juin) de Proudhon, le *National* oppose le « bon sens le plus vulgaire » (1^{er} juin), le « bon sens impitoyable des masses » (9 juin), le « bon sens bien vulgaire » (16 juin). C'est ce bon sens qui fait que le socialisme ne pourra jamais convaincre. Il faut mettre en relation ce paradigme avec celui qui oppose théorie et pratique : le caractère théorique du socialisme, c'est-à-dire ce qui le rend à la fois inutile et nocif, opposé à la pratique, fonctionne avec son caractère imaginaire, chimérique. Opposé à la perception commune de la réalité, il est donc opposé à cette réalité elle-même (chimérique), et par là ne peut prétendre à un aspect pratique, une action sur le tissu social lui-même. Le socialisme concret est disqualifié par le fait même qu'il repose sur une analyse théorique de la réalité.

Si l'on croise cette opposition avec le passage de la perception du différend comme problème de vocabulaire à sa présentation comme désaccord quasiment métaphysique, on comprend le changement de ton face aux « chimères » de Proudhon : au départ, le *National* l'assure de ses sympathies ; trois semaines plus tard, le 22 juin, le *National* le présente comme un danger, un « péril pour la société ».

Cette polémique s'avère donc être un exemple de choix pour la compréhension de l'interprétation du socialisme par les républicains victorieux de février. S'il leur apparaît plutôt sympathique, quoiqu'inutile, lorsqu'il reste confiné dans des textes, devient très dangereux lorsqu'il alimente un mouvement populaire d'opposition et prétend à des réalisations politiques pratiques. L'antagonisme du travail et du capital, à la veille de juin, n'est plus une vaine idée, mais un slogan mobilisateur qui vient rompre l'unanimité républicaine, la fraternité unissant le bourgeois et l'ouvrier dans la mythologie naissante du printemps 1848.

II. De Juin à la proposition Proudhon, les manifestations du socialisme.

Or la lutte des classes, en juin, s'impose violemment à la société française. Prédite par les socialistes (Blanqui en mars, Proudhon), l'insurrection des masses prend une ampleur étonnante pour tous. Cet événement modifie profondément les rapports entre République et socialisme, d'une manière dont on peut voir la trace dans le traitement de Juin et de ses suites par les journaux républicains.

A. Le choc de l'insurrection de juin.

Aujourd'hui encore la violence de la rébellion et de sa répression reste une énigme. C'est une révolte de la faim, qui fait suite à la décision du gouvernement républicain de dissoudre les ateliers nationaux. Durant les semaines précédentes, une grande propagande réactionnaire a préparé et permis cette trahison par l'Assemblée de la promesse de février 1848 faite aux ouvriers. Les forces de l'Etat républicain font des milliers de morts parmi les insurgés. Proudhon est bouleversé. La plupart des journaux socialistes sont interdits, à l'exception notable du *Représentant du Peuple*. Les idéaux de fraternité universelle, si présents en février, ne sont plus de mise.

Dans son interprétation des événements, la *Réforme* reste très discret. Le journal lutte simplement contre la calomnie et l'instrumentalisation de la tragédie par les réactionnaires, tout en affirmant l'illégitimité de l'insurrection. Ainsi le 11 juillet : « nous nous sommes assez nettement expliqués sur l'illégitimité de toute insurrection en présence du droit universel de suffrage, pour qu'il nous soit permis de nous élever avec la même franchise contre ces autres conspirateurs qui vendraient leur pays pour le besoin de leur cause, comme ils ne craignent pas de le diffamer. » On retrouve encore la supériorité du principe républicain sur toutes les autres valeurs politiques mobilisatrices : en présence du suffrage universel, on ne peut se rebeller contre l'Etat, quelle que soit sa politique.

Le *National* est beaucoup moins mesuré. Alors que la *Réforme* refuse de faire le lien entre la volonté réformatrice des socialistes et la révolte des ouvriers, le journal de Marrast lie explicitement l'insurrection, « sédition armée » qui livre une « exécration bataille », « un non-sens, un attentat à la souveraineté populaire, un crime social », et le socialisme : « Les insensés qui ont rêvé la destruction de la propriété et de la famille croient-ils que les balles fratricides parties des barricades donneront à leurs théories la sanction que leur refuse le bon sens de tout un peuple ? », avant de conclure : « nous n'avons que haine et mépris pour les artisans du désordre, pour les inspirations du combat, pour ces conspirateurs qui soldent la sédition avec l'argent de l'étranger. » (24 juin) Ces extraits sont très denses : on y trouve des thèmes qui relèvent de la pensée républicaine (la souveraineté populaire, le fratricide) mêlés à des propos clairement réactionnaires (crime social, stigmatisation de la pensée socialiste, argent étranger), par le biais d'oppositions signifiantes assez largement partagées (non-sens/bon sens, famille et propriété/désordre, souveraineté/conspiration). Cette adoption d'une rhétorique réactionnaire face au socialisme, renforcée par les principes républicains, est destinée à durer bien au-delà de la Seconde République chez les républicains conservateurs.

B. La proposition Proudhon.

Après le 15 mai et l'insurrection de juin, la révolution démocratique est enterrée : la plupart des clubs et journaux socialistes sont interdits, le cautionnement pour la presse est rétabli, les personnalités les plus radicales sont en prison ou en exil.

Dans ce contexte, Proudhon est un des seuls « survivants » de la vague de répression. Son opposition à la manifestation du 15 mai, son indifférence présumée pendant les journées de juin et son statut de représentant du peuple l'ont épargné, et le *Représentant du Peuple* existe toujours. Il reste donc l'un des seuls socialistes à même de parler librement, et dans beaucoup de tribunes. Dès lors ses prises de position, faites au nom du socialisme, commencent à le faire connaître d'un plus grand public. Face à la montée de la calomnie, Proudhon publie deux articles, le 5 et le 11 juillet, en défense des insurgés, ou plutôt renvoyant dos à dos les rebelles et les forces de l'Etat : dans cette guerre fratricide, les torts sont partagés et tout le monde est victime. Ces articles ne sont pas commentés par le *National* ni par la *Réforme*, mais ils déclenchent une grande polémique avec *l'Union*, journal monarchiste viscéralement opposé au socialisme.

Parallèlement, Proudhon veut remettre ses propositions économiques sur le devant de la scène ; le 8 juillet, il publie le fameux article « le 15 juillet » sur le terme. Dans celui-ci il propose de réduire d'un tiers les loyers et fermages. Malgré sa modération, une telle suggestion est vue comme une atteinte à la propriété, et le *Représentant du Peuple* est suspendu. Pourtant, la presse républicaine ne réagit pas. En effet, la construction de son agenda se fait principalement à partir des discussions à l'Assemblée nationale, dont il est fait un compte-rendu quotidien. Il faut donc attendre que Proudhon réitère sa proposition du tiers, mais cette fois-ci au comité des finances de l'Assemblée, puis que Thiers démolisse cette proposition devant l'Assemblée tout entière, pour que le *National* et la *Réforme* y consacrent des articles.

Pour sa part le *National* est catégorique : « M. Proudhon spolie violemment une classe de la société au profit d'une autre classe [...], grave atteinte envers la moralité publique, [...] provocation à la division et à la haine entre les citoyens » (19 juillet, p. 2). On peut encore une fois trouver dans ces lignes le curieux mélange d'invocations républicaines et de rhétorique réactionnaire qui caractérise le discours des républicains conservateurs face au socialisme. Après le 26 juillet et l'écrasement de Proudhon par Thiers à la tribune, le *National* s'associe entièrement à Thiers, pourtant ennemi de longue date des républicains du *National*. La *Réforme* est beaucoup plus nuancée. Proudhon est qualifié d'Erostrate, mais on sent que la haine des rédacteurs va surtout au pharisien Thiers, dont le journal dénonce la stratégie :

présenter Proudhon comme un semeur d'anarchie, faire un violent réquisitoire contre lui, l'écraser, et en profiter pour attaquer le gouvernement républicain.

On voit donc deux stratégies différentes se dessiner chez les républicains : alors que les républicains conservateurs du *National* ont abandonné toute bienveillance pour le socialisme et le dénoncent aussi violemment que les monarchistes, les progressistes de la *Réforme* abandonnent le terrain du jugement sur les doctrines elles-mêmes pour s'en prendre à leur déformation et leur instrumentalisation par la réaction.

C. Le discours de « l'homme-terreur ».

Cette division de la perception républicaine du socialisme est aussi à l'œuvre lorsqu'il s'agit d'interpréter et de juger l'extraordinaire discours de Proudhon à l'Assemblée le 31 juillet, en réponse à l'attaque de Thiers quelques jours plus tôt. Ce discours est certainement l'un des plus violents qui aient été prononcés à l'Assemblée sous la Seconde République. Prenant prétexte qu'à travers le rejet de sa proposition, c'est le socialisme que l'on veut étouffer, Proudhon multiplie les menaces, s'identifie au prolétariat et prédit en termes à peine voilés l'avènement violent du socialisme : il porte la lutte des classes à la tribune. Ce discours fait grand bruit, il est retranscrit (de manière tronquée) dans les comptes-rendus des séances, il fait l'objet d'une publication à part, et évidemment la grande presse le commente.

La *Réforme* du 31 juillet reconnaît les mérites de Proudhon : « il a défendu le socialisme aujourd'hui traqué » ; mais le journal ne peut pardonner Proudhon quand il achève son discours en attaquant l'Assemblée nationale et le suffrage universel. « Nous ne voulons pas ici nous mêler au chœur des colères qui se sont élevées contre un homme provoqué par une habileté perfide, et qu'on a voulu briser ; mais nous devons rappeler et marquer les différences profondes qui nous séparent de ses doctrines. » On retrouve la précaution qui consiste à séparer sa voix de celle des réactionnaires, mais aussi la divergence d'interprétation sur les événements de février, que la *Réforme* développe longuement dans cet article : la révolution de février 1848, ce n'est pas uniquement le socialisme, c'est avant tout la démocratie, et les républicains ne peuvent rejoindre Proudhon lorsqu'il attaque celle-ci au nom de celui-là. « En finissant, nous dirons à M. Proudhon qu'il a frappé, sans le vouloir, sur des libertés qu'il a puissamment servies parfois, et qu'il a blessé cruellement des doctrines écrasées déjà sous le poids de la calomnie. » Il faut noter la centralité des questions stratégiques, au-delà des querelles de principe : la *Réforme*, puis tout le courant démocrate-socialiste qui se construit, reproche à Proudhon de refuser les alliances de circonstance, et d'attaquer avec autant de vigueur les républicains progressistes que les réactionnaires.

Malgré les provocations de Proudhon, ils n'adoptent pas eux-mêmes cette attitude, et ne renvoient pas dos-à-dos Proudhon et Thiers, sans pour autant donner au socialisme révolutionnaire les gages d'une véritable convergence.

Comme de juste, le *National* est bien plus violent, mais ce faisant il reconnaît à Proudhon une vraie place dans le jeu politique : « l'Assemblée aujourd'hui, la France demain, aura connu le dernier mot de celle de toutes les écoles socialistes qui avait le plus de prétention à la pratique ». Mais en acceptant la volonté proudhonienne d'incarner le socialisme, il peut juger ce courant dans son ensemble à travers le rejet de la proposition Proudhon par l'Assemblée. « Pour de semblables idées, la lumière, c'est la mort ; et soumis demain au jugement inexorable du bon sens public, elles auront même perdu ce privilège d'exciter la curiosité, de causer des scandales. La démocratie y aura gagné d'être débarrassée d'un de ces épouvantails dont les habiles se servaient pour éloigner d'elle les esprits timides. [...] Après ce naufrage universel de toutes les utopies innocentes ou agressives qui ne tirent leur force que de leur obscurité, le terrain restera libre aux saines idées [...]. La propriété, a dit M. Proudhon, est incompatible avec la République [...]. Ce qui est incompatible avec la république, ce sont les doctrines sauvages qui aboutissent à la négation même de la société ». Le bon sens est une fois de plus invoqué par le *National* contre le socialisme. C'est ce bon sens qui a permis l'échec de Proudhon à l'Assemblée, et qui permettra certainement l'extinction du socialisme dans le peuple tout entier. Il faut noter la vigueur des oppositions que le *National* fait jouer contre le socialisme ; alors que son vocabulaire est moins ampoulé que celui de la *Réforme*, l'exagération est de mise lorsqu'il s'agit de réfuter les « doctrines sauvages » des ennemis de la société. C'est en fait une mise à l'écart hors du politique dont il s'agit : les doctrines socialistes ne sont pas politiques, elles appartiennent au domaine du rêve, du non-humain, des ténèbres. Il faudrait mener une étude plus complète de la façon dont les républicains conservateurs font passer le discours socialiste dans le registre de la fiction, car il y a certainement là une clé de la tension persistante entre République et socialisme.

La lecture républicaine du socialisme proudhonien connaît donc une inflexion après l'insurrection de juin et la proposition socialiste de Proudhon en juillet. Le temps de la bienveillance est révolu, car le mouvement populaire est allé jusqu'au bout en prenant les armes contre la République, et le mouvement socialiste a prouvé qu'il ne comptait pas se cantonner à des discussions théoriques.

III : L'élection de décembre et la séparation des courants républicains.

Face à cela, le mouvement républicain est divisé : les républicains conservateurs se joignent aux monarchistes pour constituer un front uni contre le péril socialiste, au risque de perdre leur identité républicaine ; les républicains progressistes s'en tiennent à une position plus défensive, refusant d'être assimilés aux socialistes tout autant que de les considérer comme des ennemis.

A. La conversion ambiguë de la *Réforme*.

Néanmoins, l'aile gauche du parti républicain ne peut faire abstraction du socialisme, pas après Juin. Le droit au travail, revendication commune aux combattants de février et de juin 1848, n'est pas un vain mot d'ordre. Les républicains de la *Réforme* se convertissent donc au socialisme, mais en tant qu'ils veulent une « République démocratique et sociale », formule qui deviendra le titre d'un journal fondé par Delescluze¹.

Cette conversion est consacrée par un article du 20 août : « Non, le problème politique n'est seul le problème de l'avenir. Un nouveau problème a été posé, et la démocratie a dû écrire sur son drapeau : république démocratique et *sociale*. [...] Vous avez donné des droits politiques au peuple ; mais il faut le mettre à même d'en user moralement et matériellement. Moralement, il vous faut décréter l'instruction gratuite et obligatoire. [...] Matériellement, il vous faut assurer le droit de vivre en travaillant, sinon vous n'instruirez jamais le peuple, et alors que fera-t-il de ses droits ? [...] Ne voyez-vous pas que si le capital est enfin tout entier aux mains d'un petit nombre, le capital est maître du terrain ? Il peut décréter la misère ; et alors, l'ignorance aidant, votre suffrage universel est un droit illusoire. La question sociale est donc corrélative de la question politique, elle la domine aujourd'hui, puisque la question politique est beaucoup plus avancée. » On voit que le capitalisme n'est pas jugé en lui-même, mais en tant qu'il est une entrave à la souveraineté du peuple. Dès lors, l'intégration du socialisme est ambiguë : l'instruction et le droit au travail ne sont pas des buts en soi, et ils ne servent pas non plus à modifier radicalement les rapports de production. L'horizon est le développement de la capacité des citoyens à exercer leurs droits politiques : le bien-être matériel est la condition de l'instruction qui est nécessaire pour le suffrage universel, mais la transformation des conditions de vie n'est pas désirée pour elle-même.

¹ On sait que Delescluze et Proudhon seront des ennemis acharnés, en tout cas avant les résultats de l'élection de décembre. Delescluze ira jusqu'à provoquer le philosophe bisontin en duel.

C'est dans cette optique qu'il faut interpréter le discours de Ledru-Rollin, chef de file des républicains progressistes, « contre » le socialisme, reproduit dans la *Réforme* le 23 septembre. Dans ce texte le futur candidat à l'élection présidentielle refuse l'idée que la République, parce qu'elle veut se doter d'institutions sociales, serait du socialisme. « Est-ce donc du socialisme, quand nous disons : pas de république sans droit au travail ; car il n'y a pas de peuple souverain là où il n'y a pour la société qu'un devoir d'assistance ! Oh ! non, ce n'est pas là du socialisme, c'est de la république. » Il est vrai qu'il y a une part stratégique dans cette distinction : il reproche aux réactionnaires d' « exploiter des peurs en confondant deux choses parfaitement distinctes : le socialisme et la république appliquée ». Mais il faut comprendre que le socialisme républicain se construit de la sorte : comme une ambition sociale subordonnée à l'expression complète du projet républicain.

B. La séparation du *National*.

Une fois l'orage de l'insurrection passé, le *National* abandonne sa virulence contre le socialisme : dans l'élection présidentielle à venir, la menace vient de la réaction, et non des révolutionnaires. Mais le *National*, dont les hommes – et en premier lieu Cavaignac – sont au pouvoir depuis avril, est néanmoins devenu l'organe d'une République conservatrice, pour qui la révolution est définitivement achevée.

Que ce soit à cause de ce tournant idéologique ou pour des raisons plus personnelles, Proudhon fait durant le mois d'août du *National* son principal adversaire. Il écrit alors une série d'articles contre ce journal dans le *Représentant du Peuple* : *Les malthusiens* le 10, « la calomnie » le 12, où le *National*, « usurpateur de la République, est devenu le calomniateur de la République », et où Proudhon lui reproche de n'avoir jamais voulu entendre le socialisme, puis « le National » le 15. Les attaques de Proudhon sont très virulentes, et valent au *Représentant du peuple* d'être saisi, puis interdit. Le *National* répond le 12, 14 et 16 août : « M. Proudhon en est arrivé à ce point fâcheux pour un publiciste, où les arguments venant à manquer, on se met en colère et on ne discute plus » (12 août). Effectivement, il n'y a plus vraiment de discussion possible entre « le prophète » et le *National*. Une fois que l'incompatibilité des prémisses a été mise au jour, le débat cède le pas à l'insulte, puissamment servie par la verve de Proudhon, mais finalement peu féconde.

Le *National* répond pourtant, les 22 et 23 septembre, à la proposition d'emprunt national de Proudhon, avec sérieux, et sans hargne. Mais la séparation avec le socialisme est désormais totale. Le 5 septembre, il avait déjà sévèrement attaqué Pierre Leroux, avec des arguments désormais classiques pour les républicains conservateurs : « élucubration »,

« stériles essais », son discours n'a été qu'une « longue négation », « Qu'il monte sur un Sinaï quelconque et qu'il en descende avec les tables de la loi ».

Au-delà de la stigmatisation de ce courant, qui n'a effectivement pas saisi qu'à jouer le jeu de la conservation alors que la République n'avait que quelques mois, il allait être débordé par les réactionnaires, il faut saisir le fonctionnement de l'idéologie du *National*. On en retrouvera en effet d'autres incarnations dans les premiers temps de la III^e République, notamment pendant et après la Commune. L'interprétation des événements qui se trouve à la source de cette idéologie est que la République marque la fin de l'histoire politique : c'est la forme d'organisation rationnelle suprême, dont le maintien et le développement doivent être les seuls objectifs des républicains. On peut trouver un exemple de cette idée dans un article du 19 novembre : « Quel est le besoin le plus impérieux de la France, maintenant qu'elle a conquis les institutions républicaines, but et consécration du mouvement révolutionnaire qui l'agite depuis 89 ? Evidemment, c'est le développement pacifique de ces institutions ; c'est une marche régulière sur la voie qu'elle s'est frayée elle-même à travers les ruines de toutes les formes possibles de monarchie ; c'est le progrès dans l'ordre. [...] La révolution qui était à faire est faite ; [...] nous sommes passés de l'autre côté de notre histoire. Or, le premier bénéfice d'une révolution aussi radicale que la révolution de Février doit être de supprimer toute éventualité de révolution dans l'avenir. » L'article ne contient pas une seule référence à la question sociale, à l'éradication de la misère, encore moins à l'abolition du salariat. Le propos, entièrement centré sur les institutions, est nécessairement conservateur : la République définit les bornes du pensable en matière politique, et tout projet qui l'excède doit être combattu.

On comprend dès lors que le socialisme proudhonien, surtout tel qu'il est développé sous la Seconde République, est inassimilable par les républicains : pour Proudhon, la République n'est qu'un pas supplémentaire dans le déploiement de l'antinomie Liberté/Autorité. Elle ne saurait être le dernier terme de la série politique.

C. L'élection du président de la République.

La répartition des forces qui ont désiré la révolution de février et en adoptent les buts se cristallise au moment de l'élection présidentielle de décembre. Trois camps se dessinent alors.

Le premier en importance est le courant de la République conservatrice. Le *National* en est l'organe de presse, et le candidat est le général Cavaignac, qui est au pouvoir depuis le mois de juin. Le slogan qui résume le mieux ce camp est « la liberté dans l'ordre ». C'est la

République de février contre celle de juin, la République qui a réprimé le mouvement ouvrier et interdit les journaux et les clubs socialistes.

Le second est formé des républicains progressistes pour qui la République est la forme politique ultime, mais doit favoriser le développement moral et matériel de la société. Il est organisé autour de la *Réforme*, qui est contre le principe d'un président de la République, mais soutient néanmoins Ledru-Rollin dans cette élection. C'est la République démocratique et sociale, hostile au socialisme révolutionnaire, mais ouvert à la réforme sociale.

Enfin, autour du journal *Le Peuple* de Proudhon, on trouve la non-candidature Raspail. Proudhon a toujours refusé de se rallier à Ledru-Rollin, au point de dire lui préférer Cavaignac. Cette séparation des républicains avancés est révélatrice. Elle est beaucoup reprochée à Proudhon, qui à cette époque attaque sans relâche la Montagne¹, ce qui lui vaut un duel avec Félix Pyat, la menace d'un autre avec Delescluze. Au-delà des questions stratégiques, il faut s'interroger sur cette mauvaise volonté de Proudhon à se ranger derrière la bannière jacobine de ceux qui apparaissent alors les plus proches de lui. C'est bien la question de l'Etat et de son rôle qui est au centre de cette posture, et Proudhon développera longuement les théories qui permettent de l'expliquer dans les *Confessions d'un révolutionnaire* puis *l'Idée générale de la révolution*.

On connaît le triste résultat de cette élection, et incidemment les effets qu'il fit sur Proudhon. Louis-Napoléon Bonaparte est élu, ouvrant vingt ans d'Empire et de réaction. Proudhon tombe malade près d'un mois, puis utilise toute son énergie à attaquer le président de la République, marquant le début d'une longue trêve – qui se transforme en paix définitive – avec les républicains.

On voit donc, à la fin de l'année 1848, deux positions par rapport au socialisme se distinguer très nettement dans le camp républicain, et d'une certaine manière l'organiser. Les progressistes de la *Réforme* ne sont pas opposés aux mots d'ordre socialistes ni aux transformations sociales, dès lors qu'elles sont subordonnées à ce but unique : permettre le développement et la consolidation de la République. Les conservateurs du *National*, au contraire, voient dans le socialisme un courant d'idée nécessairement subversif, en tant qu'il divise la communauté des citoyens et menace les institutions. Il faut pourtant noter que ces deux courants se rejoignent sur un point central : la primauté de la question politique, au sens

¹ Nom symboliquement adopté par les députés de la gauche républicaine.

gouvernemental. L'Etat républicain est la forme achevée du politique, et aucun système de sens ne doit accorder le primat à une autre idée. Or le socialisme révolutionnaire est justement fondé sur l'idée que la question de l'Etat est secondaire par rapport aux questions matérielles et aux rapports de production. C'est sa spécificité, mais aussi sa faiblesse, puisque cela permet d'imaginer des dictatures socialistes, ou en tout cas de se rapprocher de despotes si l'on pense qu'ils pourront améliorer le bien-être des travailleurs¹.

C'est pourquoi l'étude de la réception du socialisme, et en particulier du socialisme proudhonien, par les journaux républicains de 1848, m'amène à penser que le socialisme et la République se déploient sur des systèmes d'interprétation de la réalité qui s'avèrent irréductibles. Bien qu'il puisse exister des rapprochements réels et féconds, voire des coexistences pacifiques dans une même société (après tout, l'évolution des Républiques modernes est allée de pair avec le développement du mutuellisme, du syndicalisme et la réalisation par la lutte d'un certain nombre de revendications socialistes), les langages de la République et du socialisme fonctionnent de manière radicalement différente. C'est flagrant dans la pensée de Proudhon en 1848-1851, lorsqu'il essaie de donner une dimension politique à son socialisme : il est alors en opposition complète avec les valeurs et les inspirations de républicains de gauche, d'où son rejet des socialistes gouvernementaux, des jacobins, de Rousseau. C'est aussi pourquoi on peut observer, à travers la lecture croisée de la presse républicaine et des œuvres de Proudhon, une telle incompréhension mutuelle, qui brouille parfois les perceptions au point de faire adopter à notre philosophe des choix stratégiques discutables.

Je lui laisserai malgré tout le dernier mot, en retranscrivant un extrait (un peu tronqué) d'une lettre à M. Antoine Gauthier, datée du 18 décembre. « J'eusse bien voulu, en février, faire remettre la révolution à un peu plus tard ; et il y a des gens ici qui te diront que j'ai fait ce que j'ai pu pour cela. Mais, une fois la chose commencée, je n'ai pas voulu manquer l'occasion ; j'ai pensé qu'il fallait démolir les gens du *National* et de la *Réforme* d'abord, et puis poser la question sociale un peu plus vigoureusement que n'avait fait Louis Blanc. C'est à quoi je me suis occupé depuis les premières élections jusqu'à ce moment. Tu peux compter que le Napoléon n'y fera pas plus que le Cavaignac, et que les affaires iront leur train. – L'idée d'abolir l'intérêt de l'argent et toute espèce de rente est aujourd'hui populaire [...]. Bientôt les cinq millions de voix données à Bonaparte crieront : *A bas le capital !* Arrange-toi en conséquence. Je peux à présent me retirer, que l'idée n'en fera pas moins son chemin ;

¹ L'attitude douteuse de Proudhon dans *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre* en est un bon exemple.

mais, tout considéré, je pense que ma collaboration ne sera pas inutile. Je veux voir, avant dix ans (j'espère avant de mourir), le monde retourné sens devant dimanche, comme disait feu mon père. Je peux le dire et m'en vanter : sans moi, sans ce que j'ai fait, du 23 avril au 1^{er} décembre, la révolution sociale était démolie et enterrée avec Louis Blanc, Cabet, Considérant, Pierre Leroux et tous les autres. Crois-tu donc que ce soit si peu de chose que d'avoir fait ce remue-ménage ?... [...] Révolutionnons, morbleu ! c'est le seul bien, la seule réalité de cette vie. J'espère bien que 1848 n'est qu'un premier acte [...]. En avant ! »